
FRONTIÈRE INTERNE, GOUVERNANCE LOCALE ET PRODUCTION DE LA CULTURE POLITIQUE EN MILIEU RURAL MEXICAIN

LA RÉFORME AGRAIRE
DANS LE SUD-VERACRUZ, 1920-2000

ÉRIC LÉONARD*

LA MOBILITÉ SPATIALE A CONSTITUÉ UN PHÉNOMÈNE structurant de la dynamique des sociétés rurales mexicaines depuis la colonisation espagnole¹. Sa maîtrise, à des fins de contrôle social et territorial, a représenté un enjeu récurrent des politiques publiques, en particulier à partir de la seconde moitié du xx^e siècle, marquée par l'intensification et l'extension de cette mobilité sous le double effet des programmes de colonisation agraire des marches du territoire national et du développement des migrations de travail vers les centres urbains de l'altiplano, les nouveaux bassins d'emploi de la frontière nord et les États-Unis. Ces dynamiques ont donné lieu à des brassages de population sans précédent et à la mise en rapport de noyaux de peuplement culturellement différenciés, coexistant dans des espaces voisins voire, parfois, communs: ces « territoires du multiculturalisme » sont aujourd'hui un objet d'attention renouvelée, à la fois dans la perspective d'interventions politiques visant le développement institutionnel et la « bonne gouvernance », et de la part des sciences humaines, singulièrement dans leur versant post-moderniste.

Cet essai se propose d'explorer un autre versant des rapports entre mobilité et processus culturels dans les sociétés rurales mexicaines, à partir des apports de l'anthropologie politique africaniste et en considérant le rôle structurant des interventions de l'État, en particulier celui de la politique agraire, dans la dynamique de ces sociétés. La thèse que je défendrai est que la politique agraire de l'État post-révolutionnaire a contribué à activer et à

* Socio-économiste de l'IRD, membre de l'UR « Régulations foncières, politiques publiques et logiques d'acteurs », associé à l'UMR Moisa; leonard@ensam.inra.fr.

propager un « processus de frontière interne » (Kopytoff, 1987) qui a joué un rôle central dans la transformation des organisations et des institutions qui dominaient le milieu rural mexicain (à grands traits, celles qui relevaient du système communal d'une part, du système latifundiaire d'autre part) et dans la construction d'un nouveau dispositif de mise en rapport entre les sociétés locales, les structures de pouvoir régional et l'État. Par sa magnitude socio-spatiale et sa durée (plus de quarante ans), un tel processus a pesé sur la configuration et la reproduction de l'État post-révolutionnaire, tant dans sa dimension locale, que régionale ou nationale.

Dès les étapes initiales de la réforme agraire, ce processus de frontière interne a reposé sur d'intenses mouvements de population et l'émergence d'une « culture de la mobilité » qui a structuré les comportements des acteurs ruraux et les dynamiques organisationnelles au long de l'histoire moderne. Ce faisant, il a joué un rôle prépondérant dans la construction du régime de gouvernance en milieu rural et celle d'une culture politique spécifique, qui placent la mobilité spatiale, les relations clientélistes avec les représentants locaux de l'État et la figure de l'entrepreneur politique au centre de la matrice institutionnelle orientant les comportements individuels et collectifs.

Autant qu'un lieu physique, la frontière est considérée dans ce travail comme un espace social de « vide institutionnel », ouvert à l'intrusion légitime et à la mise en œuvre d'un modèle idéal de système politique et d'État : cette situation se prête au développement, sous une forme épurée, d'un mode de régulation socio-politique importé d'une « métropole ». Selon Kopytoff (*cit.*), le maintien et l'intensification des échanges entre cette métropole et la frontière, associés au caractère systémique du processus de frontière et à l'usage répétitif du modèle politique qu'il induit, conduisent à re-valider et revitaliser constamment ce modèle dans son foyer originel. En ce sens, la frontière opère à la fois comme un vecteur d'unification et comme une force conservatrice aux plans culturel et idéologique.

À partir d'une étude réalisée dans le sud de l'état de Veracruz, je décrirai la situation de co-production de la politique foncière par l'État post-révolutionnaire et certaines catégories d'acteurs locaux. La réforme agraire peut être lue dans cette région comme résultant de deux « logiques » de frontière superposées : de la part des acteurs ruraux, la recherche de « frontières interstitielles » pouvant supporter les dynamiques de scission travaillant les sociétés indiennes ; et de la part de l'État, la construction d'une « frontière politique interne » lui permettant de placer les communautés paysannes dans sa sphère de contrôle. Ces deux logiques se sont renforcées mutuellement jusqu'à ce que l'épuisement des espaces à coloniser remette en question leurs complémentarités fonctionnelles. La durée de ce processus, qui a concerné trois générations, conduit à s'interroger sur la prégnance des logiques de construction/appropriation de nouveaux territoires politiques au sein des sociétés et des familles rurales, au-delà de l'épuisement de la frontière agraire et de l'effritement des organisations étatiques et corporatives qui en ont soutenu la propagation dans de nouveaux milieux.

LA RÉFORME AGRAIRE CARDÉNISTE COMME PROCESSUS DE FRONTIÈRE : L'*EJIDO* ET LA FONDATION D'UN NOUVEAU RÉGIME DE GOUVERNANCE EN MILIEU RURAL

La réforme agraire dans les Tuxtlas : la confrontation entre deux projets de régulation socio-politique

Si l'ensemble des analystes s'accorde à placer la longue réforme agraire qu'a connue le Mexique entre 1916 et les années 1980 au centre du processus de construction, consolidation et reproduction du système politique et de l'État contemporains, ce rôle est généralement considéré en référence aux coordinations entre l'État post-révolutionnaire (incluant les élites commerciales et urbaines) et les sociétés paysannes et les pouvoirs locaux qui pré-existaient à cette réforme (gouvernement et caciques des communautés indiennes, contremaîtres et hommes de confiance des grands propriétaires, *caudillos* régionaux). La réforme agraire mexicaine est en effet classiquement considérée comme la réponse multiforme apportée par les gouvernements issus de la révolution à deux types de revendications émanant des mouvements armés paysans: d'une part la *restitution* de leurs terres aux communautés indiennes qui avaient été démembrées à la fin du XIX^e siècle; et d'autre part la *dotation* en terre aux ouvriers agricoles et aux petits tenanciers des grands propriétaires terriens.

Peu d'attention a été prêtée en revanche aux phénomènes de production de nouveaux milieux sociaux par la politique agraire, si ce n'est au niveau d'une période et d'espaces circonscrits: ceux qui ont constitué le cadre de déploiement des programmes de colonisation des terres basses du « Tropic humide », une fois conclue la phase de réforme agraire proprement dite des années 1920-1940. Une attention aux modalités de mise en œuvre de cette dernière dans l'état de Veracruz révèle pourtant que les processus de recomposition du peuplement rural et de construction sociale ont constitué une dimension centrale de son déroulement (voir Cambrézy 1991 dans le cas du centre-Veracruz); dans le sud-Veracruz, la région des Tuxtlas en fournit une illustration remarquable.

La réforme agraire a réellement débuté dans l'état de Veracruz sous le premier gouvernement du général A. Tejeda (1922-1925), qui allait devenir, à partir de sa base régionale, l'un des protagonistes majeurs du jeu politique national. Le projet de Tejeda visait à construire un régime socialiste ménageant une large autonomie aux états et aux municipalités, et la réforme agraire devait constituer le principal outil politique de sa mise en œuvre (Ginzberg, 2000; Fowler-Salamini, 1979). Le gouvernement provincial de Tejeda appuya la formation de comités agraires à partir du tissu de caciques locaux qui avaient dirigé les guérillas révolutionnaires, arma ces comités et favorisa leur prise de contrôle sur les municipalités. Les autorités municipales furent investies de larges prérogatives dans la gestion locale du processus de réforme agraire, puisqu'elles pouvaient intervenir notamment dans la formation des organisations de demandeurs de terre, l'imposition aux propriétaires terriens de contrats de fermage obligatoires destinés à per-

mettre l'implantation des comités agraires, la reconnaissance administrative des « noyaux de peuplement » ainsi constitués, l'établissement des listes de demandeurs de terre, et la constitution des juntas municipales d'arbitrage et de conciliation sur les affaires foncières (*ibid.*). Les modalités de mise en œuvre de la réforme rétablissaient ainsi la fusion des sphères agraire et politique (et dans une certaine mesure militaire) autour du pouvoir municipal et des organisations correspondant aux anciennes communautés indiennes.

Dans les Tuxtlas, c'est la Junte d'administration civile de San Andrés, et non les comités agraires villageois, qui entreprit, à partir de 1922, les démarches de dotation en terres en représentation des villages indiens qui avaient intégré l'ancienne communauté de San Andrés. Cette forte délégation de pouvoirs aux factions régionales issues des luttes révolutionnaires conféra à Tejeda une base politique et militaire solide; mais elle légitima également la gestion discrétionnaire des dotations de terre par les caciques révolutionnaires au profit de leurs clientèles locales. À San Andrés, Manuel Azamar, président de la Commission agraire municipale de 1923 à 1932 et de la junta municipale en 1923-1924 puis entre 1930 et 1932, exerça un contrôle étroit sur l'allocation des droits fonciers, en particulier en liant l'exercice de ces droits aux mérites militaires acquis par les particuliers ou par les collectivités villageoises dans la lutte révolutionnaire. Dès la fin des années 1920, les abus liés au statut indivis des terres distribuées dans le cadre des dotations foncières, commis par les autorités locales et municipales (locations de pâturages et concessions forestières allouées à des agents extérieurs, confiscations de parcelles et allocation à de nouveaux bénéficiaires, traitement discriminatoire des localités de second rang au profit des chefs-lieux des *ejidos* dans la répartition des terres de culture) générèrent de nombreuses tensions².

Malgré sa forte assise dans l'état de Veracruz, le projet politique porté par A. Tejeda fut défait lors des élections présidentielles de 1934, qui virent s'affronter le candidat officiel du Parti Révolutionnaire National, Lázaro Cárdenas et l'ex-gouverneur de Veracruz. Cárdenas est resté devant l'histoire le grand maître d'œuvre de la réforme agraire. Il fut également à l'origine du démantèlement du programme *tejediste* de développement d'un mouvement paysan radical, s'appuyant sur le binôme municipalité-communauté agraire, et de sa substitution par un dispositif de coordination verticale entre l'État fédéral et les sociétés paysannes, qui marginalisait les administrations provinciale et municipale et reposait sur la création de nouvelles communautés politico-foncières.

À partir de 1934, la politique de réforme agraire prend donc une nouvelle direction et adopte des modalités qui visent à affaiblir les pouvoirs communaux institués et à leur imposer les règles du jeu de l'État central (Bartra, 1985). La cooptation des chefs des guérillas agraires, sur le mode employé par A. Tejeda, s'avérant insuffisante pour atteindre cet objectif, la réforme cardéniste tente de créer de nouvelles structures communautaires: les dotations foncières sont alors réalisées dans des espaces physiques et sociaux « purgés » des institutions, voire des groupes sociaux, qui y opéraient, de façon à y entreprendre un processus original de construction des institutions foncières et politiques. Dans les Tuxtlas, cette phase correspond à une désarticulation de l'ancienne communauté de San Andrés, dont les principaux villages avaient constitué la base des dotations foncières et les chefs-

lieux des *ejidos* nouvellement créés. À partir de 1934, on assiste à un véritable soulèvement des localités de second rang contre ces chefs-lieux et à la multiplication des revendications de sécession ou de dotations de terres indépendantes de leur juridiction³.

La période entre 1934 et 1940 est ainsi le cadre d'une vaste recomposition de l'organisation démographique et territoriale (figure n°1). Les nouvelles distributions de terre ont lieu sur les marches des vieux terroirs villageois, là où la grande propriété avait connu son plus fort développement au XIX^e siècle. Mais les recensements de l'administration agraire montrent que les bénéficiaires de ces dotations constituent une population d'installation récente, dont le profil cadre mal avec celui des ouvriers agricoles qui peuple l'iconographie officielle : à Abrevadero, Coyoltepec, Los Mérida, Los Naranjos, Pueblo Nuevo, San Leopoldo, Morelos ou Bodegas de Totoltepec, les nouveaux *ejidatarios* comptent dans leur majorité moins de cinq ans de résidence et bon nombre d'entre eux viennent à peine de s'installer. À l'inverse, les rapports officiels font état des discriminations, voire des expulsions dont les anciens travailleurs des haciendas sont victimes de la part des comités agraires qui ont entamé des démarches de dotation. L'hypothèse d'une redistribution du peuplement s'appuyant sur la politique agraire est étayée par les recensements de population de 1930 et 1940 : ceux-ci montrent que les villages indiens dotés en terre au cours de la décennie précédente se vident de leur population au profit de localités nouvellement créées à la périphérie des anciens terroirs, ou de localités de second rang qui obtiennent un statut d'*ejido* indépendant⁴.

Ce transfert massif de population renvoie à un bouleversement sociologique (figure n°2). Alors que les dotations foncières des années 1920 ont bénéficié prioritairement aux hommes de plus de 35 ans, la réforme cardéniste concerne en priorité des jeunes de 15 à 24 ans, qui constituent près de 40 % des nouveaux *ejidatarios*, contre 22 % à peine auparavant. Quand le statut d'adulte, fondant l'accès à la terre, était associé au mariage et concernait moins de 48 % des 15-24 ans en 1923, les hommes de ce groupe d'âge sont mariés à plus de 60 % et sont considérés pour plus de 90 % comme sujets à dotation par l'administration dans les *ejidos* formés à partir de 1934. Les ménages recensés dans ces nouvelles localités sont ainsi de taille réduite (35 % comptent un ou deux membres, contre 15.5 % dans les vieux villages indiens), reflet d'une installation récente et d'un peuplement peu consolidé.

Les processus de création de nouveaux *ejidos* et de redistribution de la population relèvent donc dans une large mesure de clivages générationnels et des stratégies d'émancipation des jeunes adultes vis-à-vis des pouvoirs patriarcaux opérant dans les anciens centres de peuplement indien⁵. Il est à cet égard significatif que la diffusion de l'enseignement en espagnol ait constitué le second pilier du projet cardéniste d'intégration des communautés villageoises à la Nation post-révolutionnaire, et que les maîtres d'école aient été, dans l'ensemble du sud-Veracruz, d'actifs propagateurs des thèmes agraristes, assumant fréquemment l'organisation des comités agraires locaux⁶. L'usage de la langue nahua a été rapidement abandonné dans les nouveaux *ejidos*, alors qu'il semble avoir perduré dans les assem-

FIGURE N° 1 : ÉVOLUTION DU PEUPEMENT ET DE LA STRUCTURE AGRAIRE DANS LA PARTIE CENTRALE DES TUXTLAS, ENTRE 1920 ET 1940.

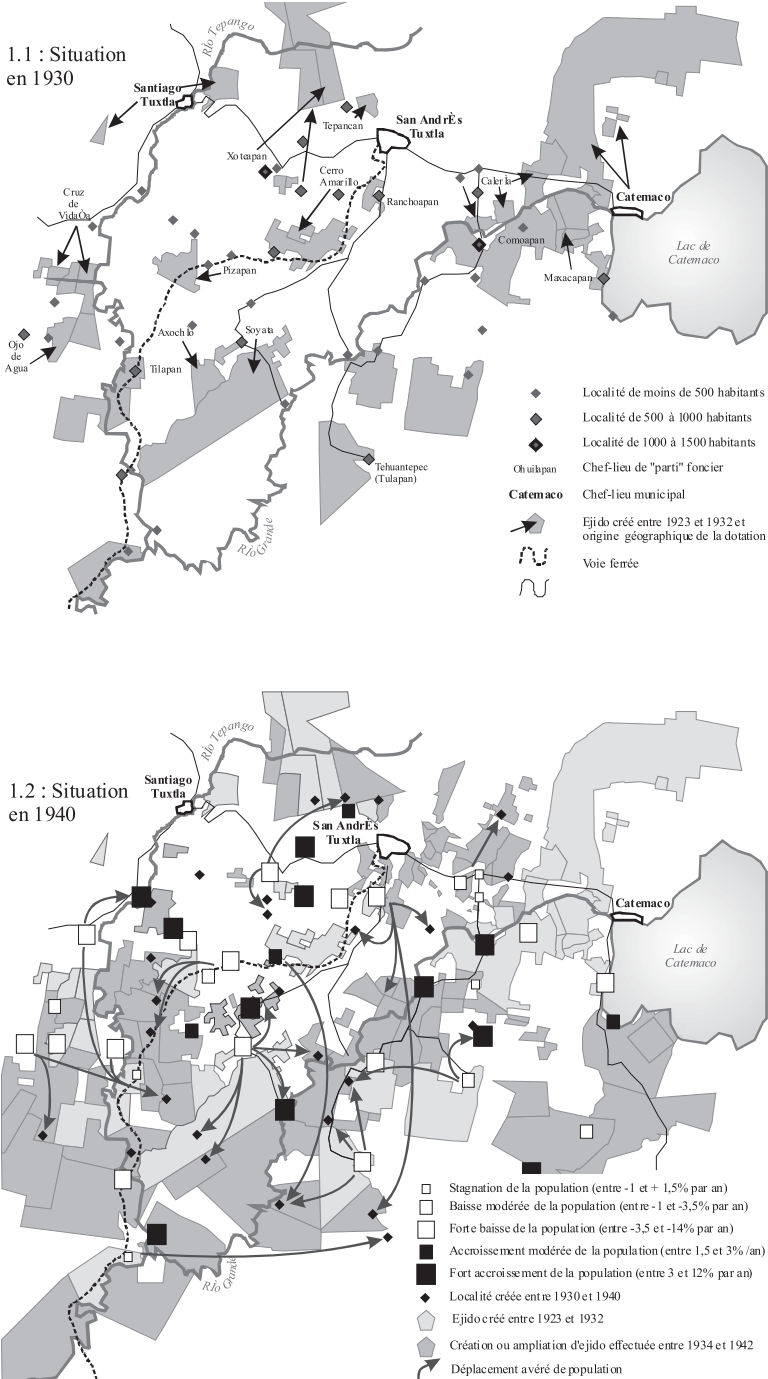
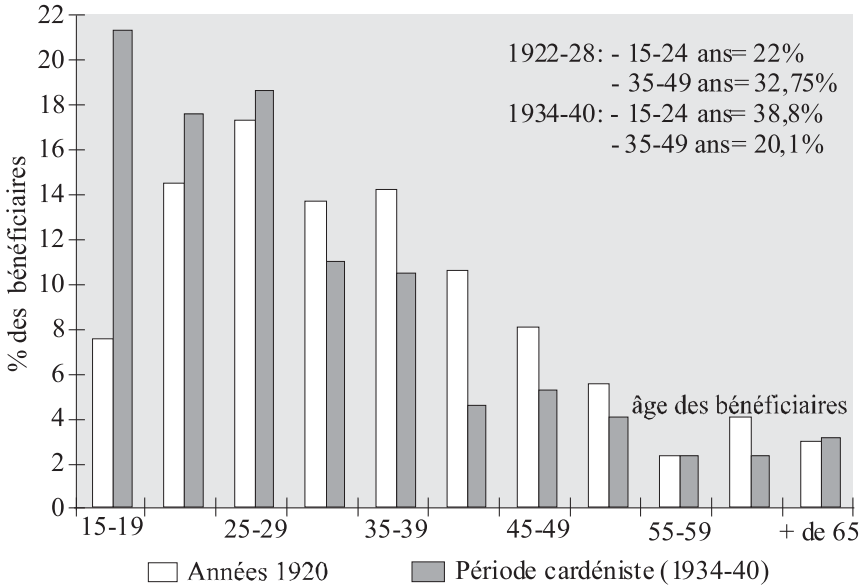
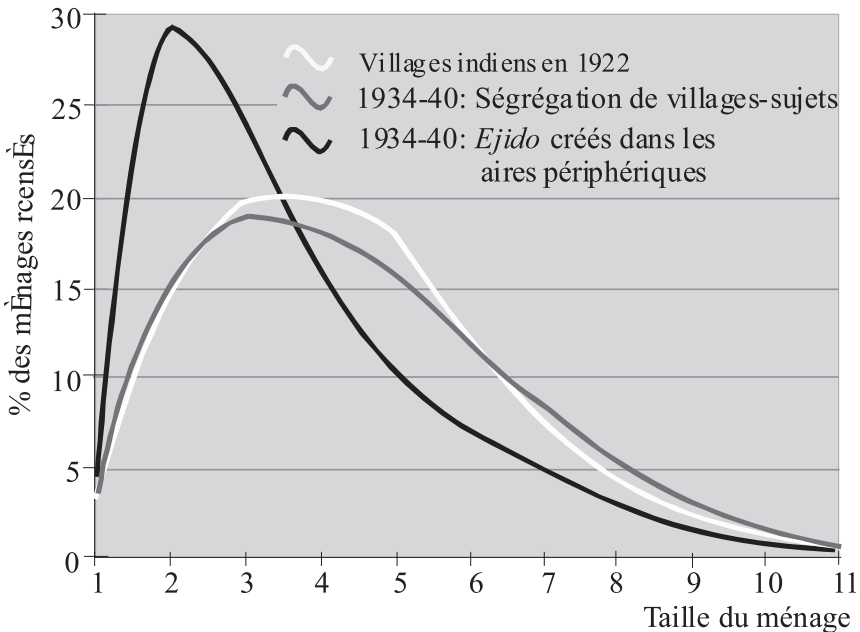


FIGURE N° 2 : CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION BÉNÉFICIAIRE DE DOTATION FONCIÈRE DURANT LES DÉCENNIES DE 1920 ET DE 1930.

2.1 : DISTRIBUTION PAR ÂGES



2.2 : TAILLE DES MÉNAGES DANS LES LOCALITÉS BÉNÉFICIAIRES DE DOTATION FONCIÈRE



Sources : Recensements de l'administration agraire, ACAM, ARAN, Xalapa, Veracruz.

blées villageoises des vieux centres de peuplement. Mais l'enseignement en espagnol a globalement contribué à briser certains liens intergénérationnels entre les aînés parlant le nahua et leurs enfants hispanisés.

Les entrepreneurs de la « frontière agraire » : monopoles de médiation, personnalisation du pouvoir et gestion patrimoniale des ressources

Le processus de réforme agraire qui se déroule durant la présidence du général Cárdenas met en avant une figure particulière au sein de la société paysanne: celle du jeune dirigeant paysan qui s'est ménagé une insertion solide dans le dispositif d'ancrage local de l'État s'articulant autour de l'administration agraire, la Ligue des communautés agraires (LCA) et les grands commerçants de grain, de tabac et de banane du centre urbain de San Andrés. À la différence des dirigeants de l'époque tejediste, ces entrepreneurs politiques n'ont pas de passé révolutionnaire, quand bien même ils se sont formés dans les guérillas agraires sous la direction de leurs aînés. Ils appartiennent à une nouvelle génération, en butte à la reconstitution des structures patriarcales de pouvoir par les caciques révolutionnaires, et se retournent contre ceux-ci dès lors que la stratégie de l'administration cardéniste apparaît clairement marginaliser les anciennes organisations communales.

La contrainte majeure qui s'exerce sur ces entrepreneurs politiques tient à leur insertion dans les réseaux de patronage politique liés à l'État local et, symétriquement, à leur capacité d'instaurer ce type de rapports à l'échelle d'une clientèle villageoise. Avec l'appui de l'administration locale et des grands commerçants, leur stratégie s'oriente vers la construction de monopoles de courtage dans les sphères marchande et politique, à l'échelle des territoires qui se construisent sur la « frontière agraire ». Vis-à-vis de la société *ejidale*, la légitimité de cette démarche est liée à la position d'antériorité de l'entrepreneur agraire dans l'établissement des relations avec l'État local: il est généralement le gestionnaire des démarches de dotation foncière, mais plus encore, il est celui qui a établi des relations d'exclusivité avec les grands commerçants de San Andrés pour le financement et la mise en marché de la production agricole. Mais en même temps, les contraintes liées à l'adhésion des dépendants dans un contexte de forte activité de la frontière agraire favorisent la mise en œuvre et la réitération d'une idéologie qui accorde une grande place aux métaphores de l'égalité et de la parenté dans les relations politiques. Cette contrainte est d'autant plus forte que la démarche de l'entrepreneur agraire s'inscrit en contrepoint des structures patriarcales de pouvoir communal et s'appuie sur des acteurs provenant dans leur majorité de catégories d'âge homogènes et jeunes.

Les institutions de la frontière agraire : pluralisme légal et personnalisation du pouvoir

Le dispositif de régulation socio-politique qui se met en place dans les *ejidos* combien ainsi des éléments de la réglementation officielle et un ensemble de normes puisées dans le fonds culturel et institutionnel communautaire, qui affirment l'égalité essentielle des membres du groupe. La régulation foncière en particulier repose sur des normes d'accès ouvert et

non limitatif aux ressources naturelles (terre, pâturages naturels, bois de chauffe et de construction, points d'eau) pour tous les chefs de famille, qu'ils bénéficient ou non du statut légal d'*ejidatario*, l'exercice des droits individuels étant conditionné au respect des obligations communautaires (contribution à la trésorerie de l'*ejido* et aux travaux d'intérêt collectif). En revanche et conformément aux dispositions légales, l'assemblée formée par les titulaires officiels d'un droit *ejidal*, se substitue au conseil des anciens dans l'exercice du gouvernement local, quand bien même c'est le comité exécutif, élu par celle-ci mais contrôlé par l'entrepreneur agraire, qui en assume les prérogatives. Cette situation de pluralisme institutionnel donne ainsi lieu à la constitution d'un groupe d'exploitants sans statut foncier légal (*comuneros*), dont les droits d'usage sont validés par l'assemblée *ejidale* et actualisés via leurs contributions aux charges collectives, mais dont les droits politiques sont fortement restreints par leur exclusion des organes de gouvernement local. Le nombre des *ejidatarios* ne pouvant être modifié sans l'aval de l'administration agraire, ce groupe est appelé à devenir majoritaire, parfois dès la seconde génération d'exploitants.

Les normes d'accès ouvert à la terre ont pour vertu de permettre une mise en valeur large et rapide des ressources en favorisant l'accroissement du nombre d'exploitations agricoles; ce faisant elles assurent la prospérité des acteurs qui centralisent les fonctions de financement et de commercialisation de la production. Elles permettent également à l'entrepreneur agraire d'accumuler les ressources foncières grâce aux moyens financiers qu'il est capable de mobiliser pour mettre en valeur de nouvelles terres. Les rapports hiérarchiques et l'accaparement des ressources de l'*ejido* par les élites locales tendent ainsi à évincer les principes de solidarité et de réciprocité mis en avant dans leur discours politique. L'établissement de rapports de parenté symbolique (*compadrazgo*, le parrainage des enfants) permet cependant de légitimer l'exclusivité des relations économiques internes à l'*ejido* et scelle les contours de la sphère d'échange. Les métaphores égalitaires (la figure du *comunero*) et de la parenté (celle du *compadre*) forment ainsi la trame du complexe idéologique qui supporte l'institutionnalisation du patronage et du clientélisme en tant que principes de régulation socio-politique.

L'organisation hiérarchique des relations politico-commerciales, le fondement de l'autorité sur le principe d'antériorité, l'emploi de termes associés à la parenté comme métaphores des relations politiques, renvoient à certains principes constitutionnels des processus de frontière en Afrique sub-saharienne. Conformément au modèle de Kopytoff (*cit.*), ces caractères débouchent sur la détention viagère des charges d'autorité et sur la gestion patrimoniale des ressources territoriales par l'entrepreneur de la frontière: l'*ejido* devient une extension de la sphère privée de son dirigeant. C'est toutefois à l'aune de sa capacité à assurer à la communauté *ejidale* une articulation efficace avec les marchés politiques et économiques, en particulier en garantissant aux jeunes générations un accès stable aux programmes de dotation foncière, que celui-ci est évalué par ses administrés et que sa gestion patrimonialiste des ressources est légitimée.

Le régime de gouvernance qui émerge de ce processus reprend donc les principes de base de la relation patron-client et ses fondements idéologiques (les loyautés liées aux métaphores de la parenté et de l'égalité communautaire

et à la fiction morale de l'échange réciproque), mais en plaçant la figure de l'entrepreneur agraire et, par son truchement, l'État local, au centre des processus et des formes d'organisation. Cette personnalisation de l'État, à travers son dispositif d'ancrage local, défie à la fois son institutionnalisation et préserve la régulation du politique sur le mode clientéliste (Pansters, 1997). Si l'*ejido* fournit la base institutionnelle de ce régime de gouvernance, ce sont bien l'entrepreneur agraire et le processus de frontière agraire lui-même qui constituent les moteurs de sa diffusion.

De façon plus large, le déplacement sur la frontière et la construction d'un nouveau territoire politique s'imposent comme les modèles d'accomplissement des projets individuels d'autonomisation sociale. Dès leur fondation, les *ejidos* doivent ainsi faire face aux tentatives de ségrégation politique d'une partie de leurs ressortissants⁷. La concurrence que se livrent les entrepreneurs agraires pour étendre leur espace d'influence favorise par ailleurs les mobilités croisées et les brassages de population résultant des logiques de ségrégation/intégration des clientèles micro-locales⁸.

L'*EJIDO* ET LA RÉGULATION DES RAPPORTS INTERGÉNÉRATIONNELS : EXPANSION DE LA FRONTIÈRE AGRAIRE ET REPRODUCTION DU DISPOSITIF DE GOUVERNANCE RURALE

Tout se passe en fait comme si l'*ejido* était conçu comme une organisation dont la durée de vie est limitée (du fait de la saturation de ses ressources liée autant à l'expansion démographique qu'à leur accaparement, voir Cambrézy, 1991) et, en conséquence, la réforme agraire comme un processus en continu renouvellement. Dès lors, la reproduction du système politique est conditionnée par la capacité des gouvernants de l'*ejido* et celle de l'État local à prolonger le processus de dotation foncière à travers l'ouverture de nouveaux territoires productifs et politiques. À la différence du modèle d'organisation *ejidale* qui prévaut dans la réforme agraire de l'époque tejédiste, l'État est bien au cœur du fonctionnement de l'*ejido* cardéniste et des régulations intergénérationnelles qui s'y construisent. La courte période de mise en œuvre intensive de la réforme agraire dans les Tuxtlas, entre 1934-1935 et 1940-1941, constitue ainsi un tournant quant à la façon dont les sociétés *ejidales* vont avoir à envisager l'intégration sociale des nouvelles générations et la gestion de leurs ressources foncières: selon qu'elles ont ou non réussi, via le processus de réforme agraire et institutionnelle proposé par l'État et la capacité d'agence de leurs gouvernants, une articulation solide et durable avec l'administration agraire, la LCA et les entrepreneurs privés, elles devront gérer leur développement démographique sur un espace fini et un accès restreint aux marchés des facteurs, ou au contraire sur la base d'un accès renouvelé aux dotations foncières et aux programmes de développement.

L'*ejido* confronté à la saturation de ses ressources foncières : dynamique des institutions agraires et mise en rapport avec les marchés politiques

À partir de la réforme cardéniste, les institutions politiques de l'*ejido* se voient investies des charges de régulation des rapports intergénérationnels. La superposition de deux registres légaux (les règles officielles et les normes et pratiques d'inspiration communautaire) permet en particulier de transposer au niveau de la communauté villageoise les tensions, en particulier foncières, que la croissance démographique peut générer au sein des groupes domestiques. Dans la sphère agraire, les instances de gouvernement de l'*ejido* interviennent dans l'allocation des ressources foncières, en attribuant des droits d'exploitation temporaires mais tacitement reconductibles aux paysans dépourvus du statut d'*ejidatario* (*comuneros*), en validant les transferts de droits détenus aussi bien par les *ejidatarios* que par les *comuneros*, en réglant les litiges fonciers, ainsi qu'en ré-assignant éventuellement les droits d'usage de certaines parcelles en cas de manquement du détenteur aux normes qu'elles ont fixées (ce qui inclue, en contradiction avec la réglementation officielle, la validation des transactions foncières sous certaines conditions, ainsi que la privation de droit des individus rétifs au pouvoir des dirigeants ou au respect des obligations communautaires).

Dans le domaine de l'accès au pouvoir et aux ressources politiques, en revanche, les régulations qui se mettent en place, si elles conservent le caractère hybride des institutions foncières, sont fortement influencées par le dispositif corporatif que l'État-parti bâti autour de l'*ejido* et accordent une place prépondérante aux règles officielles. Le statut foncier (contenu du droit d'accès à la terre et conditions d'accès à ce droit) détermine l'étendue des droits civils : à l'une des extrémités du spectre politique local, l'entrepreneur agraire et de sa famille proche concentrent les pouvoirs ; à l'autre extrémité, les *comuneros* jouissant d'un droit d'usage temporaire et les résidents sans accès au foncier (*avecindados*) forment des catégories de citoyens de second ordre.

À mesure que les prérogatives de l'organisation *ejidale* débordent la sphère agraire pour embrasser l'ensemble du champ politique local (gestion des biens et des services publics, cooptation des candidats aux charges de représentation publique – agent municipal, comité local du parti officiel)⁹, le statut foncier devient un facteur discriminant de l'accès à l'ensemble des ressources non locales : programmes et crédits de développement agropastoral, marchés de travail, en particulier urbains, dotations administratives de nouvelles terres. Les organes de gouvernement de l'*ejido*, l'assemblée en particulier, au sein de laquelle seuls les *ejidatarios* siègent de façon statutaire, opèrent comme les espaces fondamentaux où se déroulent les processus d'apprentissage politique autour du dispositif de médiation corporative avec l'État-parti (Hoffmann, 1997).

Un décalage apparaît, et s'approfondit avec l'occupation de l'espace, entre la concentration des droits politiques par les différentes catégories d'*ejidatarios* et le contenu des droits fonciers dont ils jouissent réellement. Dès les années 1940, la redistribution des terres sous une forme égalitaire entre les seuls titulaires d'un droit *ejidal* devient une revendication récurrente

face à l'amenuisement des ressources foncières résultant des accaparements fonciers et de l'accroissement du nombre d'usagers sans statut légal¹⁰. Ces revendications vont cristalliser le débat politique et les dynamiques de pouvoir au sein des *ejidos* pendant plusieurs décennies, en révélant l'opposition entre les entrepreneurs agraires, le cercle réduit des producteurs *kulaks* (*ejidatarios* ou non) et la masse des *comuneros* d'une part, et les *ejidatarios* qui se trouvent dans une situation marginale quant à l'accès aux crédits et aux circuits privés de commercialisation (et donc quant aux possibilités d'expansion foncière) d'autre part.

La rupture entre ces deux groupes est révélée par les mesures de « parcellement » de l'espace agricole. À partir de la fin des années 1960, la disponibilité de nouvelles techniques productives – la cohorte engrais chimiques-herbicides-semences améliorées, associée à la diffusion du crédit agricole – permettant de multiplier par plus de deux la surface cultivable par un individu et la productivité du travail, précipite la révision des dispositifs de régulation foncière. La disparition de la génération des entrepreneurs agraires détenteurs de la légitimité révolutionnaire rend possible la remise en question des normes d'accès libre au foncier, au profit des seuls titulaires d'un droit *ejidal*. Le processus de parcellement a souvent eu lieu sur un mode violent, puisqu'il conduisait à une mise à jour brutale des statuts fonciers et civiques, mais aussi à la réactualisation des clientélismes autour d'une classe élargie d'intermédiaires, les paysans non *ejidatarios* étant conduits à négocier leur accès au foncier et aux ressources naturelles (bois de chauffe, pâturages), dans le cadre familial ou sur la base de proximités spatiales, religieuses, politiques, etc. Au début des années 1980, la quasi-totalité des *ejidos* créés sur la « frontière cardéniste » avaient procédé à la redistribution de leur espace productif.

Il n'est pas fortuit que ce processus d'individualisation des droits fonciers se soit engagé dans le cadre d'une dynamique de consolidation de l'agriculture familiale, associée au renforcement des interventions étatiques qui brisaient les marchés captifs contrôlés par les entrepreneurs agraires. Cette consolidation a aussi eu lieu parce que des soupapes de sécurité efficaces opéraient qui ont permis de freiner la pulvérisation de la tenure foncière : l'efficacité des articulations avec les marchés politiques, qui ont supporté la reproduction des logiques de mobilité et d'essaimage des jeunes générations vers les nouvelles frontières agraires (voir *infra*) ou celles qui s'ouvraient dans la sphère urbaine, a ainsi participé de la construction d'exploitations agricoles viables dans le cadre de régulation imposé par l'État mexicain au cours des années 1970.

Dans les Tuxtlas, le système de gouvernance fondé sur la concentration et la personnalisation des fonctions de médiation est entré en crise à partir du moment où l'efficacité des régulations politiques mises en place sur la frontière cardéniste a permis l'internalisation graduelle par les *ejidatarios* des charges de régulation intergénérationnelle qui étaient assumées par les institutions d'origine communale. Ce phénomène a recoupé une transition générationnelle et le vieillissement des tenants de la « légitimité révolutionnaire ». Pour l'État post-révolutionnaire et les élites régionales, cette évolution portait les germes d'une rupture du pacte passé à l'époque cardéniste avec les sociétés paysannes, qui reposait sur la fusion des pratiques

de patronage personnalisé et de l'institutionnalisation de l'État-parti (Pansters, 1997). La pérennité du système politique qui s'était élaboré de concert avec la mise en œuvre de la réforme agraire, dans une situation de frontière institutionnelle, apparaissait ainsi tributaire de la capacité de l'État-parti, dans ses dimensions locale et nationale, à prolonger le processus de frontière interne.

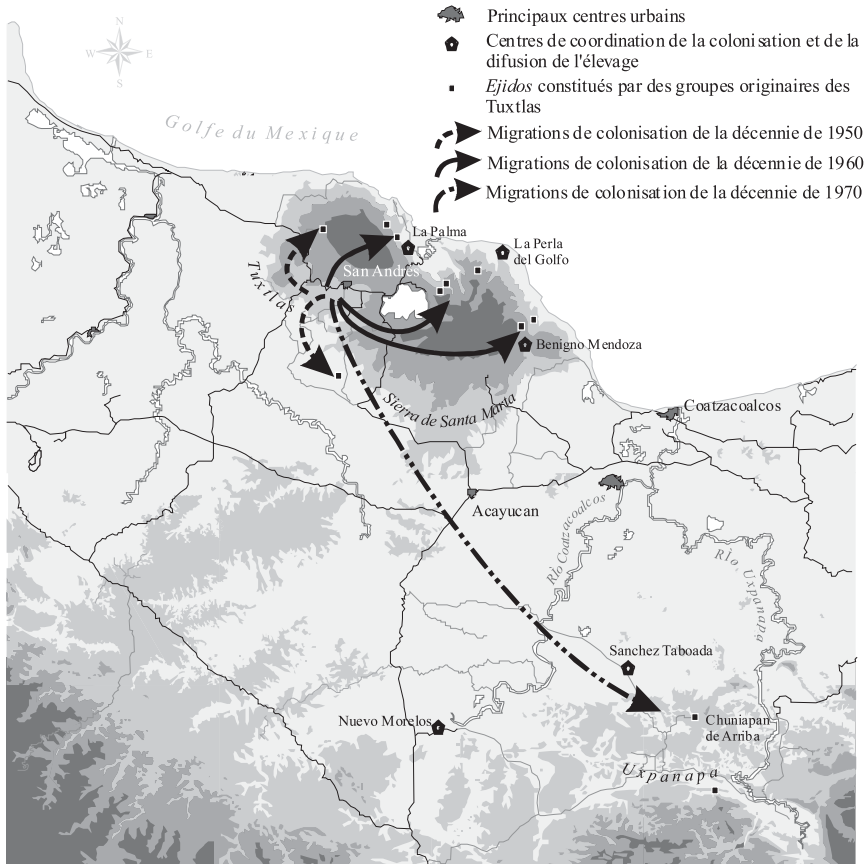
Colonisation foncière et perfectionnement du dispositif de régulation socio-politique

En fait, dès l'achèvement de la phase intensive de dotations foncières, la prolongation du processus de frontière est au centre de la dynamique politique, tant à l'échelle des communautés *ejidales* qu'au niveau du dispositif d'ancrage régional de l'État. Les premières procédures d'« ampliation » – de dotation foncière complémentaire à un *ejido* existant – sont entamées à la fin des années 1930 et se multiplient durant la décennie suivante. Elles ont pour objet les marges de la région, les terres basses méridionales ou, au nord, les versants du volcan San Martin. On observe à cette occasion, de la part des demandeurs, la récurrence des revendications de construction de nouveaux territoires et de ségrégation politique vis-à-vis de leur communauté d'origine¹¹. Ce sont pourtant les assemblées et les comités exécutifs des *ejidos* qui se chargent de canaliser et de transmettre à l'administration agraire ces demandes de terre, et leur traitement répond généralement aux logiques d'expansion des espaces de contrôle politique de groupes dirigeant les *ejidos* déjà constitués.

Pourtant, à partir de la fin des années 1940, la politique agraire de l'État mexicain change de cours, en même temps que l'épuisement de la frontière agraire dans la partie centrale des Tuxtlas impose des discontinuités territoriales de plus en plus importantes entre les *ejidos* et les « ampliaciones » qui leur sont concédées¹². La colonisation des terres basses du sud-Veracruz devient le cadre général de cette politique, et la constitution d'exploitations tournées vers les marchés, de type *farmer*, son objectif principal. La mise en place de structures foncières appelées à évoluer vers une tenure de type privatif apparaît comme une condition de l'émergence d'entrepreneurs agricoles: les « colonies agraires », où les terres peuvent être l'objet de transactions marchandes (Zaragoza et Macías, 1980), sont privilégiées, et dans les *ejidos* qui sont créés sur le pourtour de ces colonies, le parcellement de l'espace entre les bénéficiaires légaux est imposé par l'administration comme une mesure préalable. La toute puissante Union régionale des éleveurs du Sud de Veracruz (URGSV), qui fédère les intérêts des grands entrepreneurs privés du secteur rural, déplace en outre partiellement la Ligue des communautés agraires dans le pilotage politique du processus de frontière. Toutefois, le système d'articulation entre les nouvelles entités agraires, l'État et les pouvoirs régionaux reproduit le modèle de médiations verticales, centralisées au niveau d'une chaîne d'entrepreneurs politiques, qui s'est forgé dans le cadre de la réforme agraire cardéniste.

Le processus de colonisation du versant maritime de la Sierra des Tuxtlas révèle ces régularités (Colin, 1999). Cette colonisation débute réellement avec la fondation, au début des années 1950, de colonies agraires de plusieurs milliers d'hectares (La Perla del Golfo et La Palma), au niveau desquelles les

FIGURE N° 3 : CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET DENSIFICATION DE L'ESPACE EJIDAL DANS LES DIFFÉRENTS CONTEXTES DE MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME AGRAIRE DANS LES TUXTLAS, 1930-1980



fonctions de régulation foncière, économique et politique sont déléguées à une poignée d'opérateurs politiques, généralement issus d'une même famille. Dans les deux colonies, il s'agit de personnes originaires du centre de l'état de Veracruz bénéficiant d'appuis familiaux dans l'entourage immédiat du gouverneur López Aria. Mais des éléments issus des groupes dirigeant les *ejidos* du centre des Tuxtlas adhèrent très vite à leur clientèle. Immédiatement, ces opérateurs tissent des relations avec les grands commerçants de San Andrés et de Catemaco, qui vont financer la mise en place des infrastructures commerciales (pirogues motorisées, trains de mules, fonds de marchandises) et le développement de la production agricole (défrichement et mise en culture des terres), ainsi qu'avec le complexe politique régional (élites municipales, LCA), qui les pourvoit en nouveaux adhérents.

À peine amorcé, ce processus de colonisation s'articule donc étroitement avec le dispositif politico-commercial qui forme la trame de l'État-local dans les Tuxtlas et restaure les modèles de patronage qui ont présidé à sa formation. Comme ce fut le cas lors de la réforme cardéniste, l'orga-

nisation territoriale qui émerge de ce processus repose ainsi sur la construction de monopoles de courtage et le développement de marchés captifs, sur la base des principes d'antériorité dans l'établissement des relations stratégiques avec les centres de pouvoir politique et commercial. Dans la zone de La Perla del Golfo, particulièrement isolée, le fondateur de la colonie, José Sánchez Viveros procéda même à la délimitation des *ejidos* Los Arrecifes et Zapotitlán, dans lesquels furent confinées les familles indiennes qui occupaient cet espace. Cette démarche reflète les logiques de construction territoriale et institutionnelle par l'entrepreneur de la frontière, qui requièrent que ces espaces soient préalablement « purgés » des institutions et des organisations qui y opéraient et qui sont susceptibles de défier la rhétorique de l'antériorité fondant la légitimité du nouveau pouvoir.

À partir du début des années 1960 et durant la décennie suivante, cette organisation s'étend et se ramifie avec la fondation d'*ejidos* sur les versants qui surplombent les plaines côtières où ces colonies se sont formées³. Ces *ejidos* sont composés en majorité de fils d'*ejidatarios* du centre des Tuxtlas et sont d'emblée incorporés à la chaîne de médiations clientélistes qui lient leurs fondateurs aux grands *farmers* des colonies agraires et, par l'intermédiaire de ces derniers, aux grands commerçants de San Andrés et Catemaco (*ibid.*). De nouveau, la conduite des démarches de dotation foncière fonde la construction du pouvoir politique par les dirigeants des nouveaux *ejidos*, via le patronage politique et les relations que leurs parents, eux-mêmes membres influents de la direction de leur *ejido* d'origine, ont établi avec les élites politiques et administratives de San Andrés. Eventuellement, ces articulations avec le complexe politico-commercial se construisent hors de la médiation des colonies environnantes, comme c'est le cas pour l'*ejido* Benigno Mendoza, fondé au début des années 1960 dans le municipe de Mecayapan, qui va servir de relais à l'extension des réseaux marchands et ceux de l'élevage bovin dans les villages indiens de la Sierra de Santa Marta (Paré, Velázquez et Blanco, 1993).

Durant la décennie suivante, ce processus d'essaimage des nouvelles générations du centre des Tuxtlas a pour cadre privilégié la politique officielle de colonisation de l'Isthme central et de l'interfluve Coatzacoalcos-Uxpanapa (figure n°3). Entre 1970 et 1972, les *ejidos* Chuniapan de Arriba, Francisco I. Madero, Los Naranjos, Ohuilapan, La Victoria, Salto de Eyipantla, Texalpan et Río de Tuxtla formulent des demandes de dotation dans cette région (ARAN/328 bis, ACAM/1949). Deux au moins de ces demandes aboutissent à l'implantation de groupes organisés dans le « district de drainage de l'Uxpanapa », en reproduisant le modèle de patronage liant les bénéficiaires de ces dotations à des grands producteurs des colonies agraires voisines (Nuevo Morelos, Sánchez Taboada). Ces processus mettent de nouveau en exergue la figure de l'entrepreneur qui porte politiquement et parfois économiquement le projet de dotation foncière (voir l'encadré). Comme sur le versant maritime des Tuxtlas, l'organisation territoriale qui en résulte reproduit le schéma en inflorescence reliant un chapelet d'*ejidos* à une colonie, et celle-ci à un centre urbain où s'effectuent les opérations commerciales avec les marchés trans-régionaux (voir la figure n°4).

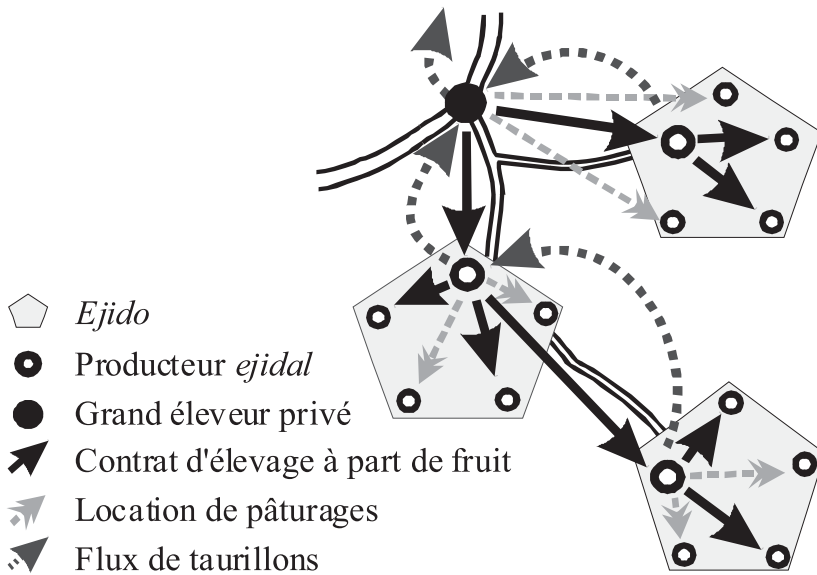


FIGURE N° 4 : LA DYNAMIQUE DE COLONISATION AGRAIRE DEPUIS LE CENTRE DES TUXTLAS, 1950-1980

Bien que dépourvus du statut d'*ejidatarios*, Francisco et Valdomero C. sont, à la fin des années 1960, deux agriculteurs prospères qui exploitent chacun une quinzaine d'hectares avec leurs propres attelages et des travailleurs agricoles, sur les terres de l'*ejido* Chuniapan de Arriba du municipio de San Andrés, dont leur père est l'un des principaux dirigeants. À cette époque, les tensions politiques internes, qui se cristallisent autour du libre accès au foncier et son accaparement, les poussent à entamer, avec l'appui du comité de l'*ejido*, des démarches de dotation dans la région de l'Uxpanapa. En 1970, ces démarches aboutissent à l'attribution de 1 400 hectares, en faveur de 56 bénéficiaires.

Avec le produit de la vente de leurs récoltes et de leurs attelages, les frères C. financent le déplacement de leurs treize ouvriers agricoles et de leurs familles et s'installent à Chamizal, un village pionnier qui jouxte les espaces forestiers à coloniser. Ils y restent deux ans, employés à l'établissement de relations de confiance avec un commerçant-éleveur de la colonie Sánchez Taboada et à l'identification des meilleurs terrains. Devançant l'administration agraire, ils délimitent eux-même l'emplacement de leur *ejido*.

Le petit nombre de colons au regard de la dotation accordée permet aux deux frères de s'approprier en leur nom et celui de leurs enfants une surface dépassant largement les limites légales: pour lui-même et ses huit enfants (dont le plus âgé a dix-huit ans), Francisco s'adapte ainsi 9 parcelles individuelles, soit 226 hectares. Avec son frère, grâce aux financements que leur fournit leur patron de la Sánchez Taboada, ils centralisent la commercialisation du riz, du maïs et des porcs produits dans l'*ejido*, en même temps qu'ils installent des prairies sur les terrains qu'ils défrichent.

À travers les projets publics de développement de l'élevage bovin et la prise à part de fruit de bétail appartenant à des éleveurs de la Sánchez Taboada, ils constituent rapidement un troupeau bovin et se reconvertissent exclusivement dans l'élevage. En 2000, ils sont devenus d'importants pourvoyeurs de bétail à part de fruit dans les *ejidos* créés ultérieurement dans les zones enclavées de la région et opèrent comme intermédiaires dans le commerce du bétail.

Avec la propagation du processus de frontière agraire vers les marches du système régional, le dispositif institutionnel de médiation politique et économique s'affine et se reproduit sous une forme épurée. Il aboutit à une organisation spatiale qui s'affranchit des centres historiques d'articulation socio-politique correspondant aux anciennes communautés indiennes: alors que dans les Tuxtlas, le processus d'ancrage de l'État et du système politique s'est effectué autour des nœuds de pouvoir existant, la ville de San Andrés et la municipalité, la colonisation de l'Isthme central se réalise hors de toute référence à l'échelle municipale et, dans une large mesure, aux centres urbains existants; alors que la réforme agraire cardéniste conduit dans les Tuxtlas à la consolidation d'un lieu unique de coordination et de centralisation des pouvoirs politique et économique, les nouvelles frontières se construisent sur une base multipolaire, correspondant à la personnalisation extrême des processus de médiation économique et politique et à l'éparpillement des centres géographiques de coordination¹⁴. Mais cette dilution de l'État local dans la figure de l'entrepreneur de la frontière a également pour effet de maintenir en selle les grandes centrales corporatives de médiation politique (Union régionale des éleveurs, Ligue des Communautés Agraires) qui deviennent plus que jamais les espaces d'articulation et de (re)mise en forme des trajectoires locales; ce faisant, c'est bien le modèle de gouvernance élaboré durant la réforme cardéniste qui se perpétue, sous une forme épurée, à travers le processus de frontière interne. Il trouve en outre, avec la spécialisation de ces frontières dans l'élevage bovin, une base économique et un support institutionnel de très large diffusion.

Pastoralisation du système agraire et émergence d'une institution de la frontière: l'élevage à part de fruit

Le développement de l'élevage dans l'ensemble des aires de colonisation agraire repose en effet sur le couplage entre la concentration des appuis techniques et des crédits publics par un nombre réduit d'opérateurs (les membres dirigeants de l'Union régionale des éleveurs du Sud-Veracruz et, à un second niveau, un tissu de *farmers* formé par les adhérents des colonies agraires et les principaux dirigeants des *ejidos*) et l'extension du dispositif clientéliste de régulation politico-économique vers les marches territoriales du système régional. La mise en place de petites exploitations dépourvues de capital (politique, technique, circulant) dans les *ejidos* de la frontière vient ainsi supporter l'expansion de la surface fourragère et l'accroissement des troupeaux des grands éleveurs au-delà des capacités de leur propre exploitation. À partir du début des années 1980, l'assèchement climatique qui se fait sentir dans la partie centrale du Sud-Veracruz renforce cette dynamique de délocalisation des activités d'élevage vers les zones qui conservent une pluviométrie et une production fourragère mieux réparties au long de l'année.

Les pratiques d'élevage à part de fruit (*ganadería a medias*) fournissent une base institutionnelle complémentaire à l'extension du dispositif de médiations clientélistes caractéristique du contexte de frontière. Initialement, les contrats passés entre les grands éleveurs et leur clientèle *ejidale* ont concerné la fourniture de taurillons, acquis par les premiers via des crédits bancaires à taux bonifié, pour une période d'embouche allant de six mois à deux ans, la valeur correspondant à la prise de poids des animaux durant leur période de pâturage sur les terres *ejidales* étant répartie en deux parts égales. Mais, à partir de la fin des années 1980, l'assèchement des crédits publics et le relèvement des taux d'intérêts de la banque privée ont conduit à une réorientation des stratégies des grands éleveurs. Désormais, c'est la partie la plus risquée du cycle de production (correspondant à la mise à bas et à l'élevage des jeunes animaux) qui est transférée aux propriétaires de pâturage des zones de frontière, les « patrons de bétail » se concentrant sur les activités d'embouche des taurillons ainsi produits, beaucoup plus rémunératrices. Cette évolution des pratiques laisse aux colons dépourvus de capital la perspective d'une acquisition graduelle d'un troupeau reproducteur et son autonomisation vis-à-vis des grands éleveurs.

Selon les termes de ces contrats le patron fournit un nombre de génisses correspondant à la capacité fourragère de la parcelle de son métayer (évaluée selon la surface disponible et la qualité des prairies établies, éventuellement après un premier contrat de location de pâturages), ainsi qu'un taureau qui assure la monte du troupeau¹⁵. Ces contrats sont généralement établis pour trois mises-bas, et postulent une répartition par moitié des animaux nés au cours de cette période, dès leur sevrage à l'âge de 10-12 mois. Ils fixent généralement *ex-ante* le nombre de têtes de bétail dues au patron, sur une base d'une fois et demi le nombre de génisses confiées au métayer. Celui-ci doit en outre assumer les pertes liées à la mortalité des animaux, du fait de pathologies ou d'accidents. Les soins à apporter au bétail sont généralement pris en charge par les deux parties, le propriétaire fournissant les vaccins et le métayer assurant les déparasitages et les traitements anti-tiques. Les accords d'élevage à part de fruit sont parfois complétés de crédits à la consommation au bénéfice du métayer.

Souscrits par les colons pauvres afin de constituer un capital qu'ils ne peuvent acquérir dans les conditions de prix relatifs qui prévalent sur les marchés du système économique régional, ces accords tendent à les maintenir dans une situation de dépendance durable vis-à-vis des fournisseurs de génisses: du fait de l'incidence des endémies et des accidents (morsures de serpent, chutes sur des terrains à fort dévers), les taux de mise-bas sont rarement uniformes pour l'ensemble du troupeau et les pertes importantes. Il est ainsi exceptionnel, qu'à l'issue des 6 ans correspondant théoriquement aux trois cycles de reproduction, les génisses aient toutes eu trois mises-bas: les entrevues réalisées sur le versant maritime des Tuxtlas et dans l'Uxpanapa font plutôt état d'une productivité du troupeau variant entre 50 et 60 %, soit environ 1,6 naissance par génisse sur la durée du contrat. Après restitution des pertes, le métayer dispose ainsi rarement d'un cheptel supérieur à la moitié des animaux qui lui ont été confiés, capital sur lequel il doit financer l'entretien des prairies et la consommation de sa famille – la traite des vaches ayant permis au cours du contrat de subvenir en partie à ces

besoins, mais en aucun cas aux dépenses exceptionnelles associées, par exemple, aux accidents de santé.

En fait, bien que la teneur de ces accords varie dans le temps et dans l'espace¹⁶, leur rendement net, une fois les charges d'entretien des prairies et les besoins de consommation couverts par le métayer, correspond à des valeurs relativement homogènes: sur une surface de 20 hectares et pour un effectif de 10 femelles confiées durant six ans, celui-ci parvient très rarement à capitaliser plus de 3 à 4 têtes de bétail¹⁷. À cette aune, et si l'on inclut les temps d'installation et de renouvellement des prairies, une vingtaine d'années sont nécessaires à un *ejidatario* pour acquérir un cheptel garantissant son autonomie. Ce pas de temps, qui correspond à celui qui sépare deux générations, garantit aux grands éleveurs une relative stabilité des surfaces où ils transfèrent les activités de naissance et leur permet de spécialiser leur propre exploitation dans l'embouche des veaux produits par les métayers, la saturation graduelle de l'espace pastoral étant compensée par la progression de la frontière sous la pression des nouvelles générations.

L'élevage à part de fruit tend ainsi à pérenniser durablement les relations d'exclusivité qui lient les entrepreneurs de la frontière à leurs clientèles locales, tout en formalisant la fusion des sphères politique (reposant très largement sur les médiations canalisées par l'Union régionale des éleveurs) et économique. La spécialisation dans l'élevage bovin fournit ainsi un cadre idéal de mise en œuvre du modèle d'organisation socio-politique caractéristique de la frontière agraire: elle sert de vecteur économique à la diffusion et la pérennisation de la culture politique portée par les groupes participant au processus de colonisation des terres basses; elle tend en outre à s'affranchir du cadre municipal constitutionnel pour reposer principalement sur les régulations corporatives coordonnées dans un cadre régional et fédéral. Malgré l'extrême personnalisation des relations sociales, l'État post-révolutionnaire agit en permanence comme « métropole légitimante » des processus de construction et de reproduction des pouvoirs: à travers les organisations corporatives de médiation socio-politique, qui gèrent les dotations foncières ainsi que les financements publics associés au développement de l'élevage (crédits pour l'acquisition de bétail et de matériel, communications terrestres, infrastructures commerciales et sanitaires liées à l'élevage), il est au cœur du processus de frontière.

CONCLUSIONS : L'*EJIDO*, LA FRONTIÈRE AGRAIRE ET LA REPRODUCTION DE LA CULTURE POLITIQUE DANS LE MILIEU RURAL MEXICAIN

L'*ejido*, à travers ses avatars, depuis l'époque cardéniste jusqu'à la phase actuelle de transition vers un régime de tenure privative, fournit une bonne illustration de la théorie du changement institutionnel (North, 1995): la mise en place de nouvelles règles concernant la régulation foncière ainsi que les modes de gouvernance locale et de mise en rapport des sociétés paysannes avec l'État s'est effectuée à partir de la matrice institutionnelle des anciennes communautés indiennes (les normes d'accès au foncier et

d'organisation des échanges fondées sur les métaphores de l'égalité et de la parenté, les principes paternalistes de régulation socio-politique), mais en réformant les structures autonomes de gouvernement qui en assuraient la mise en œuvre. Au cours des années 1930, l'État a ainsi évincé ces dernières des processus de fondement et de légitimation des pouvoirs locaux. Il en a résulté un régime de gouvernance fonctionnant sur le mode du « despotisme décentralisé », dans le cadre duquel une poignée d'entrepreneurs centralisait les fonctions de coordination verticale dans les sphères politique et économique, entre les sociétés paysannes et le dispositif régional de l'État. Ce changement institutionnel, qui conditionnait la reproduction de l'État post-révolutionnaire en permettant son ancrage pérenne au niveau local, a pu être mené à bien grâce à l'activation d'une frontière interne, la mobilisation de nouveaux acteurs (entrepreneurs agraires, syndicats paysans fédérant leurs intérêts, administration agraire locale, grands commerçants) et la recomposition des territoires ruraux.

En arrière de la frontière agraire, les processus d'apprentissage au sein des instances de représentation politique de l'*ejido* ont toutefois permis la prise en main graduelle par les *ejidatarios* des fonctions de régulation intergénérationnelle assumées par les institutions d'origine communale et le déplacement de ces dernières par les règles relevant du cadre légal de régulation du secteur *ejidal*. Le régime de gouvernance fondé sur la personnalisation et l'exercice monopolistique des fonctions de médiation a alors été remis en cause, débouchant notamment sur l'éviction des normes d'accès ouvert au foncier au profit de la redistribution de l'espace productif entre les seuls titulaires du statut d'*ejidatario*, et sur l'ouverture des marchés captifs sur lesquels régnaient les entrepreneurs agraires.

Le changement institutionnel reflète ici une transformation fondamentale des bases de l'organisation sociale : la communauté paysanne « fermée », foyer d'une forte intensité et d'une large accessibilité du capital social de type « liant » (solidarités inter-familiales, normes de réciprocité) et, symétriquement, d'une extrême concentration de l'accès au capital social de type « articulante » (relatif aux conditions de mise en rapport avec les marchés politiques extra-locaux)¹⁸ a progressivement été déplacée par une organisation centrée sur la famille, au niveau de laquelle tendent à se concentrer les solidarités, en grande partie parce que le capital social « articulante » a souffert, par le biais des institutions légales de l'*ejido*, une diffusion large entre les chefs de famille *ejidatarios*.

Le régime de gouvernance fondé sur les coordinations de type vertical et la personnalisation des fonctions de médiation a toutefois rencontré une large base de reproduction et de diffusion et à travers la propagation de la frontière agraire vers les marches territoriales du système socio-politique. Les programmes de colonisation foncière, ont permis la reproduction de ce modèle sous une forme épurée, en partie grâce au support économique que lui a fourni la spécialisation des espaces de frontière dans l'élevage bovin. Ces derniers ont ainsi joué un rôle majeur dans la reproduction et la pérennité, durant plus de quarante ans, du système politique de médiations verticales gravitant autour de l'État-parti et ses relais corporatifs. La frontière agraire a ainsi opéré comme une force conservatrice sur le maintien du régime de gouvernance post-révolutionnaire et la transmission de la culture

politique au sein des sociétés rurales du Sotavento. Son épuisement physique, à la fin des années 1980, puis la ratification légale de cet épuisement, via les réformes constitutionnelles de 1992, ont bien précipité la crise du dispositif corporatif de régulation socio-politique, mais ils ne semblent pas pour autant avoir induit une remise en question des principes clientélistes qui en ont structuré la mise en œuvre.

Notes

- 1 Voir entre autres, pour le ^{xvii}e siècle et des contextes aussi dissemblables que le Michoacán et le Golfe du Mexique, Lecoin (1988) et García de León (1992).
- 2 Les archives agraires font état de plaintes déposées entre 1928 et 1931 par les comités locaux des *ejidos* Texalpan et Cerro Amarillo auprès de la Junta d'administration civile de San Andrés concernant la location de terrains de leur juridiction à leurs anciens propriétaires par Manuel Azamar. Les habitants du village de Texcaltitan dénonçaient de même les abus commis par les autorités de Xoteapan, chef-lieu de l'*ejido* auquel ce village était rattaché, dans la délimitation des terres de culture. Les comités locaux responsables de ces plaintes furent dissous par la Commission agraire municipale pour sédition et rébellion.
- 3 Les archives de la Comisión Agraria Mixta attestent ainsi d'une situation d'insurrection politique des petites localités à l'encontre des chefs-lieux des *ejidos* formé durant les années 1920 : c'est le cas des hameaux de Mata de Caña et Los Mérida vis à vis du village de Soyata, de ceux de El Huidero, Bezuapan et Eyipantla vis à vis de Comoapan, de Pueblo Nuevo (nom révélateur en soi) et Los Naranjos vis à vis de Tehuantepec, amen des revendications de sécession du village de Texcaltitan au sein de l'*ejido* de Xoteapan, et de Chuniapan de Abajo dans celui de Chuniapan.
- 4 La veuve Mortera, expropriée au bénéfice de l'*ejido* Francisco I. Madero, dénonce ainsi le caractère fictif de ce village, un quartier de Xoteapan érigé en localité pour pouvoir entreprendre des démarches de dotation à son propre compte (ACAM/2119, 1938) ; à la même époque, le comité du même *ejido* de Xoteapan se plaint des vellétés de ségrégation du village-sujet de Texcaltitan qui, « après avoir [...] obtenu le statut politique de congrégation [...] souhaite qu'on délimite la partie [de l'*ejido*] qui [lui] correspond, en proportion du nombre de paysans qui y réside, et qu'en même temps on [lui] permette de désigner [ses] propres autorités agraires de façon indépendante » (ARAN/140, sept. 1941).
- 5 L'exemple le plus frappant est fourni par l'*ejido* Pueblo Nuevo, émanation d'une scission interne de celui de Tehuantepec, ayant agglutiné des ressortissants de Chuniapan et de Xoteapan : en 1942, un rapport officiel faisait état d'un comité agraire local de 5 membres, dont trois étaient âgés de moins de 20 ans et un seul de plus de 25 ans (ARAN/2850).
- 6 Le président de la commission agraire de San Andrés à partir de 1935, Enrique López Huitrón, était un maître d'école. Son prédécesseur, Manuel Azamar fut muté d'office à la ville de México.
- 7 Dès 1937, le comité de Ricardo Flores Magón est ainsi confronté à la demande de constitution d'un *ejido* indépendant par les habitants du hameau de La Boca, créé deux ans plus tôt, à l'occasion de la dotation (ACAM/739). En 1939, trois ans après la fondation de l'*ejido* Abrevadero sous les auspices de J. Paxtián, un groupe de bénéficiaires, parrainés par N. Parra, quitte le village pour occuper une propriété privée voisine, où ils fonderont l'*ejido* Sayultepec (ACAM/2779).
- 8 En mars 1935, six ans après sa création, l'*ejido* El Laurel ne compte plus que 43 des 93 titulaires initialement recensés, mais 80 nouveaux paysans s'y sont établis ; à Tulapan, en janvier 1952, on ne retrouve plus que 18 des 123 bénéficiaires de la dotation : si 57 *ejidatarios* sont déclarés décédés, 48 autres ont quitté le village avec leur famille (ACAM/313 et 3721).
- 9 A ce sujet et dans le cas du Veracruz, voir Baitenmann (1998) et Azuela (1995).
- 10 Voir les cas de Xoteapan (ARAN/140, sept. 1941) et Buenavista (ACAM/812, juin 1942). Ce phénomène n'est pas particulier aux Tuxtlas : le « parcellement » des *ejidos* fait l'objet de l'un des premiers décrets du président Ávila Camacho, en 1941, afin « d'empêcher les hégémonies indues au sein des communautés *ejidales* » (cité par Baitenmann, 1998:146). Ce décret, comme beaucoup d'autres, restera lettre morte encore de nombreuses années dans la plupart des régions du pays.

- 11 Après que le comité *ejidal* de Tulapan ait effectué en leur nom une demande d'ampliation, les jeunes de ce village stipulent au délégué de la Commission agraire que leurs revendications s'inscrivent dans une démarche de dotation indépendante, car « ils souhaitent désigner eux-mêmes leurs autorités agraires, autant afin qu'elles soient indépendantes de celles de [Tulapan], que parce que si les terres étaient concédées [sous forme d'ampliation] ils seraient exposés aux caprices des autorités du vieux village » (ACAM/3721, 26/02/1943).
- 12 Les *ejidos* Miltepec, F.I. Madero et Buenavista se voient ainsi attribuer des « ampliaciones » situées à une journée de marche de leur dotation originelle, ce qui conduit à la constitution de nouvelles localités et à leur autonomisation vis-à-vis du chef-lieu *ejidal*, tant dans le domaine de la régulation foncière que dans celui de la gestion des rapports avec l'administration.
- 13 Les *ejidos* Lázaro Cárdenas, López Mateos et Peninsula de Moreno dans le municipe de Catemaco, Laguna Escondida dans le municipe de San Andrés Tuxtla (voir Colin, 1999), Benigno Mendoza et Venustiano Carranza dans celui de Mecayapan.
- 14 Sur cette évolution divergente des organisations spatiales dans le Sud-Veracruz, voir Palma (2002).
- 15 De façon générale, les chargements en bétail sont d'un animal par hectare, de façon à permettre une bonne alimentation des veaux à naître. Sur une surface de 20 hectares correspondant à la surface-type allouée dans les *ejidos* créés dans les années 1960-1970, ils correspondent à un troupeau de 9 à 10 génisses et un jeune taureau.
- 16 Les premiers contrats de naissance à part de fruit conclus dans les colonies agraires de l'interfluve Coatzacoalcos-Uxpanapa à la fin des années 1960 établissaient une répartition des deux tiers des naissances en faveur de l'éleveur-bailleur ; mais les animaux confiés étaient des vaches adultes et la faible incidence endémique sur ces espaces vierges du point de vue de l'élevage bovin autorisait une productivité bien supérieure.
- 17 Ce rendement apparaît inférieur notamment à celui que peut procurer la location de pâturages (de 50 % environ en 2000). Mais cette option n'est bien sûr pas encouragée par les éleveurs, et pas davantage revendiquée par les colons pauvres, dans la mesure où elle ne leur donne pas accès aux crédits à la consommation ou pour la santé octroyés par les grands éleveurs et où l'échelonnement des versements est perçu comme un obstacle à la capitalisation.
- 18 Sur les notions de capital social « liant » (*linking-bonding*) et « articulante » (*bridging*), voir Woolcock et Narayan (2000).

Archives historiques

ACAM – Archivo de la Comisión Agraria Mixta de Veracruz, Xalapa.

ARAN – Archivo del Registro Agrario Nacional, Xalapa.

Bibliographie

- Azuela, A., 1995, « Ciudadanía y gestión urbana en los poblados rurales de Los Tuxtlas », *Estudios Sociológicos*, XIII (39), pp. 485-500.
- Baitenmann, H., 1998, *Rural Agency and State Formation in Postrevolutionary Mexico: The Agrarian Reform in Central Veracruz (1915-1992)*, Ph D thesis, University of Michigan, 466 p., multigr.
- Bartra, A., 1985, *Los herederos de Zapata*, México, Ed. Era.
- Cambrézy, L., 1991, « La movilidad de la población rural en el centro del estado de Veracruz: colonización agrícola y crisis de la tenencia de la tierra », *TRACE* n° 19, pp. 27-40.

- Colin, X., 1999, *Histoire de la colonisation agro-pastorale des versants orientaux de la Sierra de los Tuxtlas*, Veracruz (Mexique), mémoire de DEA « Géographie et pratiques du développement », Université Paris-X – INAP-G, 56 p., multigr.
- Fowler-Salamini, H., 1979, *La movilización campesina en Veracruz (1920-1938)*, Mexico, Siglo XXI.
- García de León, A., 1992, *Nafragio en tierra : el impacto de la conquista en la Costa de Sotavento, siglos XVI y XVII*, UNAM, document de travail, miméo.
- Ginzberg, E., 2000, Formation de la infraestructura política para una reforma agraria radical: Adalberto Tejeda y la cuestión municipal en Veracruz, 1928-1932, *Historia Mexicana*, XLIX (4), pp. 637-727.
- Hoffmann, O., 1997, « L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique », in J-M. Gastellu & J-Y. Marchal (éds), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*, Paris, Orstom, pp. 401-416.
- Kopytoff, I., 1987, « The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture », in I. Kopytoff (ed.), *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, pp.3-84.
- Lecoin, S., 1988, « Intercambios, movimientos de población y trabajo en la diócesis de Michoacán en el siglo XVI », in T. Calvo et G. López (coords), *Movimientos de población en el occidente de México*, México, Cemca – El Colegio de Michoacán, pp. 123-137.
- North, D. C., 1995, « The New Institutional Economics and Third World Development », in J Harris, J Hunter & C. M. Lewis (eds), *The New Institutional Economics and Third World Development*, London & New York, Routledge, pp. 17-26
- Palma, R., 2002, *Territorios y sociedades rurales en el sur de Veracruz: Aproximación a una antropología del espacio rural*, thèse de mastère en anthropologie sociale, Xalapa, CIESAS-Golfo, 121 p., multigr.
- Pansters, W., 1997, « Theorizing Political Culture in Modern Mexico », in W. Pansters (ed.), *Citizens of the Pyramid. Essays on Mexican Political Culture*, Amsterdam, Thela Publishers, pp. 1-37.
- Paré, L., Velázquez, E et Blanco, J-L., 1993, « La ganadería en la Sierra de Santa Marta, Veracruz: una primera aproximación », in N. Barrera & H. Rodríguez (coord.), *Desarrollo y medio ambiente en Veracruz. Impactos económicos ecológicos y culturales de la ganadería en Veracruz*, Xalapa, Friedrich Ebert Stiftung – CIESAS – Instituto de Ecología, pp. 129-165.
- Woolcock, M. et Narayan, D., 2000, « Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy », *The World Bank Research Observer*, vol 15 (2), pp. 225-249.
- Zaragoza, J L. et Macías, R., 1980, *El desarrollo agrario de México y su marco jurídico*, México, Centro Nacional de Investigaciones Agrarias.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La mobilité spatiale est un phénomène structurant de la dynamique des sociétés rurales mexicaines et sa maîtrise, à des fins de contrôle social et territorial, représente un enjeu récurrent des politiques publiques. À partir de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, l'intensification de cette mobilité est une conséquence à la fois des programmes de colonisation agraire des marches du territoire national et du développement des migrations de travail vers les centres urbains de l'altiplano, les nouveaux bassins d'emploi de la frontière nord et les États-Unis. Ces dynamiques ont donné lieu à des brassages de population sans précédent et à la mise en rapport de noyaux de peuplement culturellement différenciés, coexistant dans des espaces voisins. Ces territoires du multiculturalisme sont aujourd'hui un objet d'attention renouvelée, à la fois dans la perspective d'interventions politiques visant le développement institutionnel et la bonne gouvernance et, d'autre part, dans la contribution à un processus de frontière interne, qui a joué un rôle central dans la transformation des organisations et des institutions qui dominaient le milieu rural mexicain.

* * *

La movilidad espacial es una estructuración de fenómeno de la dinámica de las sociedades mexicanas rurales y su control, en los objetivos de control social y territorial, representa un interés que se repite en la política pública. A partir de la segunda mitad del siglo XX, la intensificación de esta movilidad es una consecuencia a la vez los programas de colonización agraria del paseo del territorio nacional y el desarrollo de las migraciones trabajadores hacia las áreas urbanas del altiplano, los nuevos fondos de trabajo de la frontera

del norte y los Estados Unidos. Esta dinámica dio paso a las adiciones de población sin precedentes y estacar en la relación de los hoyos culturalmente diferenciados de población, coexistir en espacios cercanos. Estos territorios del multiculturalism son un objeto de atención renovada hoy, a la vez en la perspectiva de apuntamiento de intervenciones político al desarrollo institucional y a la gobernación buena y, de otra parte, en la contribución en un proceso de frontera interna, que jugó un papel central en la transformación de organizaciones e instituciones que dominaron el ambiente mexicano rural.

* * *

The spatial mobility is a phenomenon structuring of the dynamics of the Mexican rural societies and its control, in purposes of social and territorial control, represents a recurring stake in the public policies. From the second half of the XXth century, the intensification of this mobility is a consequence at the same moment programs of agrarian colonization of the walking of the national territory and the development of the working migrations towards the urban areas of the altiplano, the new labour pools of the north border and the United States. These dynamics gave place to admixtures of unprecedented population and to stake in relationship of culturally differentiated pits of populating, coexisting in nearby spaces. These territories of the multiculturalism are an object of renewed attention today, at the same moment in the prospect of political interventions aiming at the institutional development and at the good governance and, on the other hand, in the contribution to a process of internal border, which played a central role in the transformation of organizations and institutions which dominated the Mexican rural environment.

Mots clés: mobilité spatiale, colonisation agraire, multiculturalisme, frontière interne, société rurale, Mexique, Veracruz.

Palabras claves: movilidad espacial, colonización agraria, multiculturalism, frontera interna, sociedad rural, México, Veracruz.

Keywords: spatial mobility, agrarian colonization, multiculturalism, internal border, society countryman, Mexico, Veracruz.